

Le suffrage universel est nécessaire à la démocratie, mais il ne suffit pas

La démocratie est-elle soluble dans le populisme ? Ou encore dans la désinformation ? Comment expliquer la méfiance des citoyen·nes à l'égard du processus démocratique ? Et surtout, cette « crise de la démocratie » fait-elle le jeu de l'extrême droite ? Autant de questions que nous avons soumises à la constitutionnaliste Anne-Emmanuelle Bourgaux.

Ces dernières années, on entend beaucoup dans les médias et dans la bouche de certaines personnalités politiques que la démocratie est en crise. Dans le même temps, on voit l'extrême droite qui surgit un peu partout. Y voyez-vous un lien de cause à effet, notamment au regard de la rhétorique utilisée ?

À mon avis, il n'y a pas une crise de la démocratie. Une crise, c'est un événement opaque, soudain, négatif et violent. Quand on utilise le terme de « crise », on s'enferme déjà dans une non-compréhension, ce qui implique qu'on s'enferme dans la désespérance et dans la passivité. On parle de « crise de la démocratie » au même titre qu'une « crise de dent » ou qu'une « crise de foie ». Or, parler de « crise », c'est une manière d'isoler l'événement et s'empêcher d'en comprendre les causes. Aujourd'hui, tout semble « être crise ».

C'est une rhétorique qui est utilisée pour nous immobiliser ?

Non, je ne suis pas certaine que l'intention soit celle-là. Dans ma pensée, je privilégie toujours les explications qui ne sont pas intentionnelles parce que c'est très difficile de démontrer qu'il y a une intention. Je ne suis pas certaine que l'on puisse présumer que ceux qui utilisent le terme de crise le fassent exprès pour nous annihiler, nous atomiser ou nous paralyser. Par contre, c'est le résultat qu'ils obtiennent, peu importe leur intention. On est tous terrassé par une multiplication de crises : « crise de la démocratie », « crise environnementale », « crise migratoire », « crise économique », « crise communautaire », ou même cette « crise institutionnelle » qu'on traîne depuis des années.

L'effet, c'est que non seulement ça paralyse, mais ça désespère. Et les chiffres de la méfiance des citoyens par rapport aux politiques, qui deviennent de plus en plus préoccupants, en sont aussi la conséquence. Si on nous dit qu'il y a une « crise », on se retrouve face à un événement opaque, soudain, violent, qu'on ne comprend pas bien et auquel on ne sait pas faire face. S'ensuivent une perte de confiance et un rejet. Ce qui est frappant pour le moment, et là, on en vient à l'extrême droite, c'est qu'à force de ne pas être satisfait par le modèle démocratique, la tentation est grande de rejeter le modèle en se disant qu'au fond, puisque ça fait des

années qu'on nous dit qu'il y a une crise et qu'on ne sait pas y remédier, le problème, c'est peut-être la démocratie. Et donc on la rejette.

Quand on voit l'émergence du MR, qui n'est certes pas à l'extrême droite, mais qui tend quand même à avoir des propos qui sont, par certains, qualifiés de populistes ... D'ailleurs, comment définir le populisme ? Et est-ce que le MR, et notamment son président, puisque c'est lui qui en est l'incarnation publique et médiatique, tient un discours populiste ? Et si oui, est-ce que vous y voyez un lien avec ce qu'on appelle la crise démocratique ?

Il y a des mots pièges que je n'utilise pas ...

Le populisme est effectivement un terme très piégeux, mais en même temps, qu'en fait-on alors ?

Je ne l'utilise pas parce que la racine de « populisme », c'est « peuple », tout comme pour le terme « démocratie ». Il est donc absolument frappant qu'un même événement puisse être qualifié de « démocratique » ou de « populiste », parfois de « populaire », selon la personne qui l'évoque. Cela renseigne davantage sur l'intention de celui qui l'utilise que sur la description objective d'un fait.

D'autant qu'on entend autant que le PTB est populiste que le MR.

Les gens de gauche vont dire que Georges-Louis Bouchez est populiste et les gens de droite vont dire que Raoul Hedebouw est populiste. Nous n'avons donc pas besoin de ce terme qui ne nous apprend rien du tout. Par contre, cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas se préoccuper de savoir si ce qui est en train de se passer, même s'il est vrai que nous n'avons pas de parti d'extrême droite fort du côté francophone.

Ce que nous constatons, c'est plutôt que les discours se radicalisent, et très certainement à droite. C'est le cas du côté de la présidence du MR, le discours se positionne très à droite par rapport à ce qu'on a pu connaître du MR, notamment lorsqu'il était empreint d'un courant, incarné par Louis Michel, dont la fibre était plus libérale-sociale. Il est clair qu'il y a un réalignement à droite de sa présidence. Et je vais rajouter, même si ce n'est pas très à la mode, que, d'accord ou pas avec les propos de GLB, il me semble important de dire que l'enjeu par rapport à l'avenir de la démocratie, ce n'est pas le clivage gauche/droite, mais plutôt le clivage démocrates/non-démocrates. À force de mal qualifier ce qu'on qualifie de « crise de la démocratie », et donc de ne pas trouver de solutions pour réenchanter la démocratie, on se retrouve face à un rejet du modèle. Face à cette menace du modèle démocratique, il faut prendre conscience que la ligne de

fracture, elle n'est pas entre la gauche et la droite, mais entre les démocrates et des non-démocrates. Il y a des démocrates, qu'ils soient de gauche ou de droite, et il y a des non-démocrates, qu'ils soient de gauche ou de droite. Que GLB fasse, et il est très doué pour ça, des effets d'annonce, qu'il prononce des punchlines hyper provocantes, cela pousse la gauche à la critique et au « Georges-Louis bashing », tout cela opacifie l'enjeu actuel qui est de chercher à sauvegarder la démocratie.

Je découvre et je cherche à montrer que le problème de la soi-disant « crise de la démocratie » en Belgique, c'est le déficit de démocratisation du modèle. Il y a un siècle, on a promis des choses extraordinaires au moment de l'adoption du suffrage universel, qui par ailleurs, ne l'était pas puisqu'il était réservé aux hommes. Il y avait là des promesses, et notamment des promesses en termes d'émancipation sociale, qui étaient extraordinaires. Si on regarde l'histoire, ce qui s'est passé en 1919-1921 a été très important et je serais la première à aller manifester si on remettait le suffrage universel en cause. Mais ce n'était pas suffisant.

Le suffrage universel démocratise un élément, à savoir le droit de vote, mais ça ne démocratise pas la décision politique. Je suis désolée de le dire, mais à l'époque, on a créé un système monstrueux. Si on a voulu le suffrage universel, c'est aussi parce qu'on a observé que les classes laborieuses, les classes populaires, ceux qui étaient exclus du suffrage censitaire voyaient combien le gouvernement représentatif censitaire était efficace. Le suffrage censitaire aboutissait à des lois faites par les riches, pour les riches qui servaient l'intérêt des riches. Selon moi, le malentendu du suffrage universel est le suivant : depuis un siècle, on avait un monde d'hommes blancs et censitaires dont le système représentatif était extrêmement avantageux pour les hommes blancs censitaires ; donc, si on réclamait le suffrage universel, « youplaboumbarbatruc ! », « baguette magique ! », cela produirait la même chose pour les classes laborieuses et populaires. Or, c'est tout simplement faux parce que cette efficacité ne résultait pas seulement du suffrage censitaire. Elle était le produit d'autres facteurs. Dans les assemblées ne siégeaient que des hommes privilégiés. Par ailleurs, et cela passe sous les radars, il y avait des canaux d'interactions et de dialogues entre électeurs censitaires et élus censitaires. La relation entre électeurs et élus n'était pas uniquement faite de distance, d'indépendance et d'éloignement.

On a cru, et c'est ce que j'appelle le tragique du suffrage universel, qu'en démocratisant le droit de vote, on allait atteindre le même niveau de cohérence, mais surtout, la même efficacité représentative. Et ça, c'est tout simplement faux pour une raison très simple. Au départ, on a un régime censitaire dont la base est limitée et le sommet également limité. Au moment de la démocratisation du

suffrage, on élargit la base, mais le nombre d'élus reste restreint, ce qui crée un éloignement. Comment nourrit-on le lien représentatif ? Que fait-on de cette base qui se multiplie, alors qu'il y a toujours aussi peu de gouvernants au sommet ? Et bien ça, c'est l'impensé de la réforme adoptée à l'époque. « Impensé » est peut-être un bien grand mot, puisque ceux qui veulent démocratiser le système savent que pour qu'il soit efficace, il faut accompagner le suffrage universel. Ils proposent d'ailleurs des outils tels que la consultation populaire et le referendum. Et les débats les plus passionnants de la révision constitutionnelle d'il y a un siècle, malgré ce qu'on en lit dans nos manuels qui se focalisent sur le suffrage universel masculin, ont lieu sur le referendum. Avec des prises de position et des débats où l'on se croirait dans l'association la plus participative et la plus punk qui soit. À l'époque, ce sont des élus libéraux et socialistes qui disent qu'ils veulent pouvoir retourner vers les électeurs quand ils ne sont pas certains de ce qu'ils doivent faire et de ce que voudrait le peuple. Ils exigent de pouvoir l'interroger via la consultation populaire et le referendum. Mais ça, pour les forces élitistes et conservatrices encore bien vivaces, ce n'est pas entendable. Les élus vont donc adopter le suffrage universel parce qu'après la Première Guerre mondiale, l'égalité dans la souffrance a enfin imposé l'égalité politique à l'agenda. Mais au fond, il n'y a pas l'envie de démocratiser vraiment la politique.

Ce fut donc tout changer pour ne rien changer ?

Ce n'est pas rien changer, parce que c'est tout de même le suffrage universel.

Oui, mais quand bien même tout le monde vote, ce sont toujours les mêmes qui sont élus.

Je suis d'accord avec toi, mais cela ne veut pas encore dire que ce serait mieux sans le suffrage universel ! Il faut rappeler sans relâche que le suffrage universel est nécessaire à la démocratie. Mais aussi qu'il n'est pas suffisant.

Il y a une évolution, c'est indéniable. Mais quand on voit cette évolution, par exemple, on se rend compte que les mesures qui ont été prises au début du siècle ont effectivement ouvert l'électorat, sans forcément ouvrir les possibilités d'être élu. Après ce qui s'est passé en 1991 et les 10% obtenus par le Vlaams Belang, de nouvelles mesures ont été prises, telles que décumul, la diminution de l'impact du vote en case de tête, la transparence des mandats et des revenus des élu-es, etc. Est-ce un autre momentum ? Est-ce que ça a permis de réconcilier les citoyen·nes avec la démocratie ? Ou est-ce que cela n'a finalement rien changé ?

Je crois que nous faisons actuellement face, non pas à une crise de la démocratie, mais à un gouvernement représentatif qui ne s'est pas assez démocratisé. On pourra donc danser sur notre tête, ce qu'il faut, c'est avancer dans la démocratie participative afin que se réalisent les promesses dont le suffrage universel était porteur. Parce qu'il n'y a rien de pire que d'avoir promis, d'avoir suscité l'envie et l'espoir, et de décevoir cet espoir. Lorsqu'on a adopté le suffrage universel, on savait que cela ne suffirait pas. Et plus encore, à l'époque, on a cadenassé certaines fonctions. Ainsi, par exemple, on a créé des catégories d'éligibles au Sénat pour, et c'est dit comme tel, « filtrer les effets du suffrage universel » ! Il faudrait, avant de décréter la démocratie en crise, faire ce qui avait été promis, c'est-à-dire démocratiser plus substantiellement le gouvernement représentatif belge.

D'autant plus que nous disposons d'outils, tels que le tirage au sort de citoyennes et citoyens pour délibérer. On pourrait avancer bien davantage aussi dans le referendum. Il faut le savoir : nous sommes un des rares pays occidentaux à ne pas connaître le referendum. Cette peur du peuple en Belgique est tellement forte, c'est incroyable ! Nous sommes dans un moment très compliqué pour la démocratie en Belgique. Il y a ce défi d'avancer dans la démocratie participative. Mais dans le même temps, avec la montée de l'extrême droite, le rejet des modèles démocratiques, les tendances autoritaires qu'on voit autour de nous, il faut aussi ne pas reculer dans nos acquis démocratiques. Effectuer des avancées sans reculer dans les acquis, cela nous met dans une posture très inconfortable.

Ne pourrait-on pas plutôt dire les conquies démocratiques ?

Si, bien sûr, c'est très joli ça, je vais le retenir. Je cite toujours cette phrase que je trouve merveilleuse d'un élu socialiste (POB) de l'époque. Il a dit ceci : « Pour nous, les socialistes, le suffrage universel, ce n'est pas une question de sentiments, c'est une question de pain ». Leur combat pour le suffrage universel, ce n'était pas pour la beauté du geste. C'est parce qu'ils sont empreints de cette idée, qui, en plus est très juste, que l'émancipation sociale ne sera possible qu'au travers de l'émancipation politique. C'est donc là aussi que ça coince. Si on ne fait qu'à moitié l'émancipation politique, on ne fait qu'à moitié l'émancipation sociale.

On reviendra sur comment ne pas perdre les conquies démocratiques, mais j'aimerais d'abord reparler de la démocratie. On vit dans une démocratie représentative, et non pas en démocratie telle que pensée autrefois. N'y a-t-il pas là un jeu où nous sommes grugé-es dès le départ ? Il y a l'imaginaire de la démocratie, et puis il y a la démocratie représentative telle qu'elle est vécue. N'y a-t-il pas là quelque chose qui se joue et qui fait le jeu l'extrême droite et des réactionnaires ?

Oui, et c'est d'ailleurs pour cela que je n'utilise jamais le terme de « démocratie représentative », parce que cette expression est formée de deux mots antinomiques. C'est comme si on disait un « vélo automobile » ou un « poisson mammifère ». La démocratie et la représentation se sont construites en opposition l'une avec l'autre. En 1831, la démocratie, c'est la dernière chose que veulent nos fondateurs ! La représentation est, au contraire, un régime qui a été installé pour éviter la démocratie, que ce soit par les fondateurs aux États-Unis, par les révolutionnaires français ou les congressistes belges.

Pourquoi a-t-on adjoint les deux alors ?

Je ne sais pas qui est le premier qui a accolé les deux mots, mais c'est un vrai mélémélo linguistique ! Il y a un siècle, on ne va jamais parler de « démocratie représentative ». Et de nouveau, je ne crois pas que l'intention de ceux qui l'ont utilisé soit de faire de l'enfumage. C'est venu ainsi parce qu'à l'avènement du suffrage universel, on a pensé avoir atteint la démocratie. Dès le moment où l'on pense la démocratie comme un tout figé et acquis une fois pour toutes, on est obligé de multiplier les démocraties. Si, depuis l'adoption du suffrage universel, on a basculé dans la « démocratie », comment qualifie-t-on le système athénien qui était très différent et qui a toujours été désigné par le terme de « démocratie » ? Aujourd'hui, on le qualifie de « démocratie directe », comme s'il pouvait y avoir une démocratie indirecte, ce qui est contre-intuitif ! Depuis le suffrage universel, on a divisé la démocratie en parts : « démocratie représentative », « démocratie participative » - qui n'a pas beaucoup plus de sens, « démocratie directe », « démocratie délibérative » ... Moi, je préfère le terme de « gouvernement représentatif » parce que cela permet de voir à quel point la démocratie est quelque chose de pluriel, d'évolutif et de partiel. Il ne s'agit pas d'un basculement dans la démocratie pensée comme un tout : on démocratise le droit de vote, ou l'éligibilité, ou tel ou tel élément. Il serait beaucoup plus juste, et cela nous aiderait à mieux penser les choses, de parler de démocratisation du gouvernement représentatif. En Belgique, on est dans un gouvernement représentatif qui a démocratisé le droit de suffrage. Mais non, la décision politique.

Vous dites qu'il faut se battre pour davantage de représentativité, ou en tout cas, de démocratisation, tout en luttant pour ne pas perdre nos conquises démocratiques et citoyens. Que pourrait-on perdre ?

La remise en cause du modèle par l'extrême droite, le basculement dans le despotisme auquel on assiste maintenant aux États-Unis, le recul de la démocratie partout dans le monde, personne ne l'avait anticipé. Il faut également rappeler qu'en Belgique, le Vlaams Belang est le premier parti en sièges au Parlement

flamand, et le deuxième parti à la Chambre. Même si le cordon sanitaire nous permet encore d'éviter la montée au pouvoir de l'extrême droite, l'histoire nous montre que quand elle y arrive, elle s'attaque aux acquis de la démocratie. On connaît ses bêtes noires : les minorités, les droits et libertés, les mécanismes de contre-pouvoir, le contrôle des juges, les corps intermédiaires. Quand on voit ce qui se passe aux États-Unis, quand on voit la montée de l'extrême droite, on se demande si l'urgence, c'est encore d'avancer dans la démocratie, ou plutôt de ne pas reculer ? À la réflexion, je pense qu'il n'y a pas deux luttes, ou plutôt qu'elles se renforcent. Il faut à la fois continuer à avancer dans la démocratie participative, et à la fois ne pas reculer sur les acquis de la démocratie.

Est-ce qu'on ne peut pas alors imaginer, si on cherche à faire avancer les deux de concert, que quand bien même les élu-es perdraient un peu de leur pouvoir, ce dont les citoyen·nes s'empareraient viendrait contrebalancer cette perte ?

De fait, à ceux qui pensent, exactement comme tu l'as dit, que la démocratie participative vient affaiblir les élus, on peut leur montrer que c'est l'inverse qui s'opère. Parce que, comme je l'ai expliqué plus tôt, le problème, c'est qu'on a démocratisé le droit de vote sans l'accompagner d'autres mesures. Le tragique du suffrage universel, c'est qu'il a éloigné les élus des électeurs universels. Ils sont dans une relation plus distendue que les élus et les électeurs censitaires.

Quand je disais qu'il me semblerait intéressant que les citoyen·nes puissent mettre les mains dans le cambouis, c'est dans l'idée qu'il y ait un processus qui ne soit plus descendant mais ascendant. Il faudrait que les citoyen·nes puissent être force de proposition. Dès lors qu'on est force de proposition, on se sent beaucoup plus libre.

On doit apprendre l'horizontalité, et on doit la vivre dans nos corps. Je l'observe dans mon travail avec les étudiants : nous sommes tellement formés à la verticalité et à courber l'échine. Mais aujourd'hui, on n'a plus le temps et on n'a pas le droit à l'erreur. Nous sommes sur deux fronts démocratiques. Il faut continuer à approfondir la démocratie, multiplier les bénéficiaires du droit de vote, avancer dans les mesures de referendum et de tirage au sort. Mais aussi poursuivre la défense de la démocratie pour éviter de retomber dans la tyrannie, le despotisme (comme on disait au 19ème siècle), la dictature (comme on disait au 20ème siècle), ou l'illibéralisme (comme on l'appelle aujourd'hui). Au fond, ces termes désignent le même fléau : la concentration des pouvoirs entre les mains d'un leader fort qui décide à la place des autres et qui opprime les minorités. Il faut avancer et tenir bon. C'est un double agenda qui est très difficile mais qui n'est pas incompatible et qui va se renforcer. On va renforcer les parlementaires grâce à la démocratie

participative, ce qui leur permettra d'être plus à même, si on renoue le cordon ombilical entre les élus et les électeurs, de lutter contre l'exécutivisation galopante qui est un vrai fléau. La montée en puissance des exécutifs est très inquiétante en Belgique depuis de nombreuses années. On n'a pas attendu l'extrême droite pour concentrer de plus en plus de pouvoirs dans moins en moins de mains. Et c'est scandaleux.

Vous parliez de l'opacité du système, n'est-ce pas un terrain fertile à ce qui se passe beaucoup, notamment, en Belgique mais aussi de par le monde aussi ? Est-ce que ça ne vient pas nourrir ça aussi ? La désinformation de manière générale, la disqualification, ces fausses informations sont des mécanismes qui sont de plus en plus utilisés par les réactionnaires pour décrédibiliser le système en place. Ces derniers vont également se positionner en sauveur de la démocratie. L'opacité de la démocratie et le fait que les citoyen·nes ne comprennent pas forcément les modes de fonctionnement des prises de décision ne viennent-ils pas nourrir cela ? Si on voyait comment ça se passe, si on comprenait le fonctionnement, si on avait un gouvernement à l'issue des élections, est-ce que ça n'aiderait pas ? Parce que là, comment croire en ce qui se passe ? Et les réactionnaires ne se servent-ils pas de cette situation pour propager tout et n'importe quoi ?

Je ne crois pas que la vérité soit l'apanage d'un courant politique. Je ressens un tel sentiment d'urgence par rapport à ce qui nous arrive et aux risques que court la démocratie sur ces deux fronts. Il faut à la fois avancer pour renforcer la démocratie et tenir bon pour garder ce qu'on a patiemment acquis. Et donc on est soit un défenseur de la démocratie, soit non. La vérité et les contre-vérités ne sont pas le monopole des réactionnaires ou des progressistes. La vérité et les contre-vérités se distribuent selon le même clivage : les démocrates vs les non-démocrates.

Je ne dis pas que les fausses informations sont l'apanage des réactionnaires, ce n'est pas ça ma question. Mon interrogation, c'est qu'il y a chez les réactionnaires, une pensée construite, ce n'est pas un impensé. Il s'agit de la manière dont ils parlent aux gens. Et donc, pourrait-on dire que la démocratie est-elle soluble dans la propagation de fausses informations ?

Est-ce que la démocratie est soluble dans la désinformation ? Certainement. En 1830, nous avons affaire à des réacs élitistes, mais ils avaient bien compris la démocratie libérale au sens philosophique du terme. Les congressistes n'ont jamais voulu d'un pouvoir qui ne pourrait pas être critiqué. Le droit de critiquer les autorités est reconnu aux citoyens, c'est très clair dans les débats du Congrès national. Nos fondateurs ne l'ont malheureusement pas mis dans la Constitution et

c'est bien dommage. Mais pour eux, il est évident que l'opinion publique a non seulement le droit, mais aussi le devoir de surveiller ce que font les gouvernants, et de les critiquer si nécessaire. À l'opposé de ce programme, Donald Trump pratique la désinformation, et le fait consciemment. Sciemment, il donne des informations qui sont fausses pour arriver à ses fins. C'est un basculement inquiétant qu'on observe aux États-Unis. Les tyrans ont toujours utilisé la désinformation pour tuer la démocratie. Donc oui, la démocratie est soluble dans la désinformation, c'est une des armes avérées de l'extrême droite. L'information, la transparence, le droit de critique, la liberté d'expression et la liberté de la presse, ce corpus est essentiel à la démocratie dans toutes ses acceptions. C'est d'ailleurs un des premiers acquis qui est remis en cause. Un tyran, un despote, l'extrême droite va toujours imposer son récit et essayer de couper l'herbe sous le pied de ceux qui les contredisent, qu'ils soient journalistes, opposants, syndicalistes,... Mais une fois qu'on a dit ça, on n'a pas tout dit. Actuellement, on a tendance à qualifier de « désinformation » tout discours politique avec lequel on n'est pas d'accord. Et c'est ça qui est compliqué parce que le pluralisme, inhérent à la démocratie, postule la coexistence et la légitimité de plusieurs discours politiques, même contradictoires.

Et aujourd'hui, on utilise parfois le prétexte de la fausse information ou de la désinformation pour décrédibiliser l'adversaire politique alors que potentiellement, c'est une vraie information.

Effectivement, je le redis, la démocratie est soluble dans la désinformation. Mais la démocratie est aussi soluble dans le fait de transformer le discours politique de l'adversaire politique en désinformation.